



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 223 – 8 MARS 2022



ZOOM SUR ... Le commerce bilatéral entre la France et les pays de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2021



LES TITRES A LA UNE

L'Afrique de l'Est ambitionne de valoriser ses ressources en hydrocarbures pour son développement économique

Le gouvernement sud-africain annonce un plan de 6,6 Mds USD pour réhabiliter trois ports

La France, le Maroc et la BafD s'apprêtent à souscrire à l'augmentation de capital de la BOAD

L'Afrique de l'Ouest aurait absorbé 45% des fonds levés en 2021 en Afrique dans le domaine de la technologie

LE CHIFFRE A RETENIR

23,1 Mds EUR

Le montant des exportations françaises vers l'Afrique en 2021 selon les douanes françaises. Le montant des importations est de 25 Mds EUR.



TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Environnement des affaires	6
Projets et financements	8
Secteurs d'activités	10
Energies et matières premières	10
Industrie	13
Transport et infrastructures	13
Agriculture et agroalimentaire	15
Services	15
Agenda	18
Contacts	19

Zoom sur...

Le commerce bilatéral entre la France et les pays de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2021

D'après les Douanes françaises, les exportations de la France vers les pays de l'UEMOA se chiffrent à **3,4 Mds EUR en 2021 (35% des flux vers l'Afrique subsaharienne)** en progression de 10,8% par rapport à 2020. La Côte d'Ivoire demeure le 1er client de la France dans la sous-région (et le 2ème en Afrique subsaharienne), avec des ventes françaises à hauteur de 1 381,7 M EUR, soit une hausse de 22,7%, tirée en grande partie par les produits des industries agroalimentaires (+39,5%). De même, le Sénégal conserve sa place de 2ème client de l'UEMOA, avec des ventes françaises estimées à 813,7 M EUR, en légère progression de 1,6%.

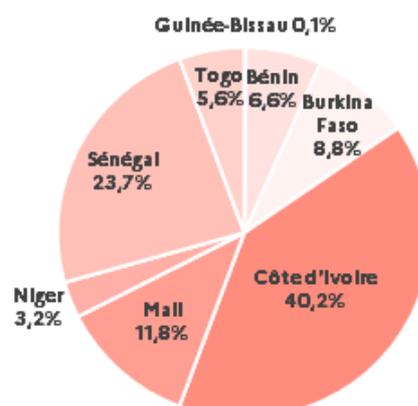
Les principaux produits exportés par la France vers l'UEMOA sont les produits des industries agroalimentaires (19,4% du total des exportations), les produits pharmaceutiques (14,5%) et les machines industrielles et agricoles (12,5%). A noter que les ventes de matériels de transport ont enregistré la meilleure progression (+30,4% à 204,4 M EUR), boostées par les achats ivoiriens (+50,4 M EUR).

Les importations françaises en provenance de l'UEMOA s'établissent à **1,2 Md EUR en 2021 (14,1% des flux en provenance d'Afrique subsaharienne)**, en hausse de 7,5% par rapport à 2020. Malgré un recul de ses ventes de 6%, **la Côte d'Ivoire est de loin le principal fournisseur de la France (847,6 M EUR), à l'origine de 73,2% des importations en provenance de l'Union.** Le Niger, 2^{ème} fournisseur avec 166,4 M EUR, a vu ses exportations vers la France progresser de 365%, en lien avec la hausse de ses ventes de produits métallurgiques et métalliques (+131,4 M EUR) qui ont représenté 98,7% des achats français sur le territoire.

Les importations françaises en provenance de l'Union sont essentiellement (77%) composées de **produits agricoles et des industries agroalimentaires** (cacao, fruits tropicaux, produits de la pêche). **Les produits métallurgiques et métalliques** constituent le 3^{ème} poste d'importations (14,3% du total des importations en valeur contre 3,1% l'année précédente).

Excepté le Niger (-57,9 M EUR), la France enregistre un excédent commercial avec tous les pays de l'UEMOA. Ainsi, au niveau consolidé, cet excédent s'élève à 2,3 Mds EUR, soit +12,6% par rapport à 2020. L'excédent le plus important (737,2 M EUR ; soit 32,2%) a été réalisé avec le Sénégal. Comme l'an dernier, il s'agit également du 1er excédent commercial de la France en Afrique subsaharienne.

Part des pays de l'UEMOA dans les exportations françaises vers la zone UEMOA



→ La note complète est disponible sur le site [Service Economique Regional d'Abidjan](#)

Conjoncture

Afrique de l'Est et Océan indien - Les ratios de dette sur PIB continueront d'augmenter en 2022 dans au moins 10 pays d'Afrique Sub-Saharienne, notamment au Kenya, Rwanda et Ouganda

Dans un rapport publié jeudi, l'agence de notation Fitch Ratings prévoit que les ratios dette/PIB continueront à augmenter en 2022 et l'année prochaine dans plus de la moitié des 19 pays d'Afrique subsaharienne évalués et cite, parmi les pays les plus à risque, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda. L'instabilité socio-politique, le manque d'investissements publics, la croissance en berne ainsi que la hausse des taux d'intérêt dans les grandes économies comme les Etats-Unis, qui augmentera les coûts d'emprunt mondiaux, expliquent en partie le risque de dégradation des notations de crédit. Le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda font l'objet d'un avertissement de dégradation, avec des notes de B+/Négatif. A l'inverse, la situation s'améliorerait pour les Seychelles notées B+/Stable grâce à une reprise de l'activité touristique.

Burkina Faso - S&P dégrade la note du pays à CCC+

Le 27 janvier 2022, l'agence de notation financière Standard & Poor's [a dégradé](#) la note de crédit de long terme en devises étrangères du Burkina Faso de "B" à "CCC+". Suivant l'échelle de notation de l'agence, cette notation indique la vulnérabilité du pays et reflète la détérioration de sa solvabilité, en raison de l'incertitude accrue suite au coup d'État militaire de janvier dernier. S&P souligne en outre avoir mis sous surveillance la note du pays et estime que le pays n'est pas à l'abri de possibles sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA, à l'instar du Mali.

Botswana - L'inflation passe au-dessus de la barre des 10% au mois de janvier

Selon l'organisme national de statistiques, l'inflation sur un an a atteint 10,6% au mois de janvier, après +8,7% le mois précédent. Il s'agit d'un point haut qui n'a pas été observé depuis avril 2009. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix sont les transports (+26,7%, soit une contribution positive de 6,2 points), « le logement, l'eau et l'électricité » (+8,1%, soit +1,4 point) – hausse des tarifs de l'électricité, qui traduit la volonté de réduire les subventions dans ce domaine ; et les denrées alimentaires (+7% soit +1 point). Comme en Afrique du Sud, les pressions inflationnistes devraient perdurer sur une grande partie de l'année 2022. Il est donc attendu que la Bank of Botswana, qui n'a toujours pas entamé le mouvement de normalisation de sa politique monétaire, rehausse prochainement son taux directeur (consensus à hauteur de +0,75 point sur l'année). Pour mémoire, le taux directeur atteint actuellement 3,75% et, depuis le déclenchement de la crise, il a été abaissé de 1,25 point.

CEMAC - Amélioration des activités au premier trimestre 2022 en zone CEMAC

Selon le [dernier test prévisionnel de la conjoncture de la CEMAC](#), publié par la BEAC, les dirigeants d'entreprise de la zone anticiperaient une amélioration de l'activité économique au premier trimestre 2022. Cette évolution découlerait des retombées de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) au Cameroun et de la stabilité des activités dans les autres pays de la sous-région. Le secteur primaire enregistrerait une bonne performance, notamment dans les branches agricoles et minières. Le secteur secondaire, quant à lui, connaîtrait une faible activité des entreprises du BTP. Cette baisse résulterait de l'achèvement de plusieurs chantiers de la CAN, de la baisse de la demande publique et de l'absence de nouveaux projets importants dans la sous-région. Enfin, l'activité dans le secteur tertiaire se maintiendrait sous l'effet d'une bonne dynamique dans les branches des télécommunications, le transport ferroviaire et l'hôtellerie-restauration.

Ethiopie - L'inflation à un niveau toujours élevé en janvier 2022

D'après l'agence des statistiques éthiopienne, en janvier 2022, l'indice général des prix a affiché une légère baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à décembre 2021, à 34,5 % après un pic de 35,1 % en g.a. Néanmoins, l'inflation demeure à un niveau élevé, en raison principalement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+ 39,9 % par rapport à janvier 2021) qui découle des augmentations du prix de l'huile alimentaire (+ 90,8 %), des boissons non-alcoolisées et du café (+ 55,5 %) et des céréales (+ 44,8 %). L'augmentation des prix des produits non-alimentaires s'établit de son côté à 27,3 % (- 0,7 point par rapport à décembre 2021). Les difficultés d'approvisionnement, la pénurie structurelle de devises, l'insuffisante production locale industrielle et agricole ainsi que le financement des déficits par de la création monétaire constituent les principales sources d'inflation.

Ethiopie - Approbation d'un budget supplémentaire de 2,5 Mds USD

Le parlement éthiopien a approuvé un budget supplémentaire de 122 Mds ETB (soit 2,5 Mds USD) sur un budget initialement prévu de 561 Mds ETB (soit 11,1 Mds USD) pour l'année fiscale 2021/22, soit une augmentation de 21,7%. La majorité de ce budget (90 Mds ETB soit 1,8 Mds USD) sera alloué au ministère de la Défense qui a participé depuis plus d'un an à la guerre dans le nord du pays. Cette rallonge budgétaire fait quadrupler le montant initialement alloué à la défense (22 Mds ETB soit 446 MUSD). Au total, 8 Mds ETB (soit 158,6 MUSD) seront affectés à l'aide alimentaire d'urgence et aux achats de blé; 5 Mds ETB (99,1 MUSD) iront à la reconstruction des infrastructures endommagées par la guerre civile et 2 Mds ETB (39,6 MUSD) à la réhabilitation des barrages d'irrigation dans les plantations sucrières appartenant à l'État. Le solde est réservé pour les imprévus. Selon le MoF, ce budget additionnel sera financé par la mise en vente de bons du Trésor (T-bills), contrairement aux dernières années (avances directes de la banque centrale). Alors que l'Éthiopie dispose d'une dette publique de 55,6 Mds USD (51 % du PIB), cette enveloppe supplémentaire viendra

accroître le déficit budgétaire (de 2,7 % l'an dernier à environ 4 % du PIB) dans un contexte de faible mobilisation des recettes fiscales et de ralentissement des financements externes. Au 1er trimestre de l'année fiscale 2021/22, le ministère des finances annonce avoir reçu 137 MUSD de prêts extérieurs, soit 32 % de moins qu'à la même période l'an dernier.

Ghana - Moody's dégrade la notation du Ghana de B3 à Caa1

La note souveraine du Ghana tombe de B3 à Caa1 avec une perspective stable, selon l'échelle de Moody's. La deuxième économie de la CEDEAO est désormais au même niveau de risque que le Burkina Faso, soumis à un coup d'État au mois de janvier. Cette dégradation s'explique notamment par la charge du service de la dette qui devrait absorber, selon l'agence Moody's, plus de la moitié des recettes publiques à moyen terme. Un niveau exceptionnellement élevé par rapport aux autres pays notés Caa1. Le Ghana a d'ores et déjà déclaré qu'il ferait appel de la décision de Moody's, arguant que l'agence a omis des informations importantes lors de son analyse. Le FMI et la Banque mondiale ont également souligné le risque élevé de surendettement du Ghana, en raison d'un stock de dette publique particulièrement élevé – 83,5% du PIB fin 2021 – et d'une base fiscale étroite. S'il est vrai que les perspectives de croissance sont positives – estimée à 5,8% pour 2022 – le Ghana reste toutefois très fortement dépendant des exportations des matières premières (or, cacao, pétrole) et donc des variations de prix.

Mali - Le pays fait défaut sur le marché régional

Selon [des communiqués](#) publiés par UMOA-Titres, le gouvernement du Mali n'a pas été en mesure d'honorer ses engagements financiers sur le Marché des titres publics de l'UEMOA depuis le 28 janvier 2022. En effet, le pays ne s'est pas acquitté globalement d'un montant de 23,9 Mds FCFA (36,4 M EUR) au titre de ses échéances entre le 28 janvier et le 2 février 2022. Cet incident intervient dans un contexte où le Mali est soumis, depuis le 9 janvier 2022, à des sanctions prises à son encontre par la

Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Nigéria - Afin de soutenir les exportations non pétrolières, la Banque centrale stoppe la vente de devises étrangères aux banques commerciales

Le gouverneur de la Banque centrale du Nigéria Godwin Emefiele a annoncé ce jeudi l'arrêt de la vente de devises étrangères aux banques de dépôt. Cette politique, annoncée dans le cadre plus large du programme Race to \$200bn, a pour but affiché de stimuler les exportations non pétrolières, et de faire croître les flux entrants de devises de 200 Md USD d'ici 3 à 5 ans. Cette annonce intervient dans un contexte de tension sur les réserves de change du Nigéria, qui sont repassées sous la barre symbolique de 40 Md USD en février 2022, malgré la hausse du cours du pétrole. Les réserves de change sont nécessaires au gouvernement afin d'assurer une certaine stabilité de la Naira à seulement un an de la prochaine élection présidentielle, et dans un contexte de possible remontée des taux directeurs aux États-Unis. Cette mesure pourrait toutefois entraîner une raréfaction du dollar au Nigéria et une dépréciation de sa monnaie sur le marché parallèle des changes, accroissant ainsi les tensions inflationnistes. Cette annonce inquiète certains analystes, qui estiment qu'elle pourrait effrayer les investisseurs et renforcer la pression à la baisse sur la Naira. Les exportations non pétrolières du Nigéria n'ont pas dépassé 1 400 Md NGN (3 Md EUR) entre janvier et septembre 2021.

Rwanda - La Banque nationale augmente son taux d'intérêt pour la première fois depuis presque 10 ans

La Banque nationale du Rwanda a augmenté de manière inattendue son taux d'intérêt de référence d'un demi-point de pourcentage pour la première fois en dix ans, qui atteint ainsi 5 %. Cette décision intervient après la prévision d'une inflation moyenne de 7,5 % cette année, contre environ 0,8 % en 2021, et en partie due à une hausse anticipée du coût des denrées alimentaires. La Banque centrale cherche ainsi un équilibre entre endiguement de l'inflation et

soutien à la reprise économique, alors qu'elle prévoit un ralentissement de la croissance économique en 2022 à environ 7,2 % contre 10,2 % en 2021 selon les estimations.

RDC - S&P améliore la note souveraine de la RDC de CCC+ à B-

L'agence de notation Standards & Poor's a récemment relevé la note souveraine de la RDC de «CCC+» à «B-», note qu'elle détenait depuis une dégradation de la notation souveraine début 2020. L'agence explique cette amélioration par deux principaux facteurs. En premier lieu, elle souligne l'atténuation des déséquilibres extérieurs du pays. Les réserves de change du pays ont été multipliées par plus de 4 en un an, passant de 800 M USD fin 2020 à 3,5 Mds USD fin 2021, ce qui est le résultat de la hausse des prix des matières premières exportées par la RDC, mais également de la mise à disposition de DTS, dans le cadre de la nouvelle allocation générale du FMI, comme dans le cadre du nouveau programme. L'agence note également de bonnes perspectives économiques pour le pays, en lien avec l'augmentation de la production minière encouragée par le maintien des prix des matières premières à des niveaux élevés. De plus, le programme triennal en cours avec le FMI engage le pays dans un ensemble de réformes structurelles ambitieuses.

Au regard de l'amélioration des perspectives économiques, l'agence de notation table sur un taux de croissance moyen de 6,5 % sur les quatre prochaines années (contre 4 % sur la période 2017-2021). En revanche, l'agence relève d'importantes vulnérabilités liées à la faible mobilisation des recettes fiscales et à la forte dépendance au secteur minier. La persistance des problèmes sécuritaires dans l'Est du pays, et les risques d'instabilité politique liés notamment à l'organisation de l'élection présidentielle 2023, sont également des sources d'incertitudes pour l'économie congolaise.

Sénégal - Détérioration de la balance commerciale de 11,8% en 2021

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), le déficit commercial s'est creusé de 11,8% pour s'établir à 2 496,4 Mds FCFA (3,8 Mds EUR) en 2021. En effet, si les exportations ont enregistré une progression annuelle de 27,6% pour s'établir à 2 884,8 Mds FCFA (4,4 Mds EUR), celle-ci a été plus que compensée par la hausse des importations de 19,7% à 5 378,5 Mds FCFA (8,2 Mds EUR). Les produits les plus exportés sur l'année 2021 sont l'or (18,7% du total des exportations), les produits pétroliers (15,1%) et l'acide phosphorique (9,2%) tandis que les principaux produits importés sont les produits pétroliers (24,3% du total des importations), les machines et appareils (11,8%) et les métaux communs (5,2%). Enfin, les principaux clients du Sénégal en 2021 sont le Mali (20,2% du total des exportations), la Suisse (14,4%) et l'Inde (9,8%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la France (11,8% du total des importations), la Chine (9,7%) et l'Inde (7,1%).

Environnement des affaires

Afrique de l'Ouest - 19 Mds USD de flux financiers illicites liés au commerce en Afrique de l'ouest

Selon un rapport publié en décembre 2021 par Global financial integrity (GFI), les flux financiers illicites liés au commerce représenteraient en moyenne chaque année 21,7% de la valeur totale des flux commerciaux entre l'Afrique subsaharienne et 36 économies avancées sur la période 2009-2018. Ces flux étant entendus comme écarts ou gaps dans les déclarations douanières afin de transférer illicitement de l'argent à travers les frontières internationales. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, les flux commerciaux illicites entre cette sous-région et les 36 économies avancées peuvent être estimés en moyenne à 19,1 Mds USD par an. En outre, par pays et en proportion de la valeur totale de leurs flux commerciaux bilatéraux (avec les économies avancées), le Togo (29%) occupe la 1^{ère} place, suivi du Mali (27,7%) et de la Mauritanie (26,9%)

Afrique du Sud – Un discours budgétaire pro-business

Enoch Godongwana, ministre des finances, a présenté un budget largement orienté business et investissements publics. Il notamment annoncé des mesures fiscales en faveur du climat, l'extension de l'aide pour les PME et l'accélération du plan d'investissement pour les infrastructures.

La taxe carbone est le principal mécanisme permettant au pays de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Conformément aux engagements pris lors de la COP26, le taux de la taxe carbone sera progressivement augmenté chaque année pour atteindre 18 EUR/t. Le taux de la taxe carbone augmentera donc rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2022, passant de R134 (7,85 EUR) à R144 (8,44 EUR). Par ailleurs, l'aide aux PME sera étendue par le biais du projet dit de "rebondissement", dans le cadre duquel des garanties de prêt d'un

montant de 15 milliards de rands (880 M EUR) seront prêtés par les créanciers. Enfin, un nouveau cadre pour les partenariats public-privé (PPP), proposé par le Trésor sud-africain, devrait favoriser l'investissement privé dans les infrastructures. A ce titre, un centre public d'excellence pour les PPP et autres projets de financement mixte devrait voir le jour.

Burundi - L'Union Européenne lève ses restrictions

Mardi 8 février, le Conseil Européen a décidé d'abroger la décision prise en 2016 où il imposait la suspension de l'aide financière directe au gouvernement burundais. Si le président Evariste Ndayishimiye, le patron de la diplomatie burundaise Albert Shingiro et l'ambassadeur de l'UE au Burundi Claude Bochu saluent cette décision, les réactions sont plus mitigées de la part de certains membres de la société civile. Avant de suspendre son aide, l'appui budgétaire annuel de l'UE s'était élevé à environ 196 MEUR depuis 2004, comprenant entre autre un projet d'appui à la santé de 40 MEUR pour le financement direct des soins de santé et un appui de 15 MEUR pour la nutrition et les subventions aux engrais. La fin des restrictions apparaît donc comme favorable à l'activité économique pour beaucoup d'organisations burundaises.

CEMAC - Indice de perception de la corruption 2021 : pas de nette amélioration en Afrique centrale

L'ONG Transparency International a publié en janvier son [rapport annuel sur l'indice de perception de corruption dans le secteur public](#) dans 180 pays au monde. L'Afrique subsaharienne demeure la région du monde où la perception de la corruption est la plus forte, avec un score de 33/100. En Afrique centrale, la situation n'a pas connu d'amélioration sur les dernières années. Le score moyen de la région stagne à 25/100 depuis 2017. Une comparaison à la situation en 2012 montre une dégradation étant donné que le score moyen de la région atteignait 27 en 2012. Comparativement à 2020, on note une légère amélioration de la perception de la corruption au Cameroun et au Congo. Et dans une moindre

mesure, au Gabon, en Guinée équatoriale et en RDC. L'amélioration des classements qui en découle apparaît plus forte du fait de la dégradation de la perception dans d'autres pays. Le Cameroun (144^e) et le Gabon (124^e) gagnent ainsi chacun 5 places dans le classement en 2021.

En revanche, la République centrafricaine et le Tchad connaissent une dégradation de la situation. La RCA perd 8 rangs dans le classement pour désormais être 154^e sur 180. Le Tchad, quant à lui, perd 4 places et occupe désormais le rang de 164^e/180.

Malgré l'amélioration, la Guinée équatoriale demeure le pays de la sous-région le moins bien classé selon l'IPC. C'est le 9^e pays où la perception de la corruption est la plus importante avec un score de 17/100.

Maurice - Sortie officielle de la liste noire de l'Union européenne

L'Union européenne confirme dans son journal officiel du 21 février la sortie de Maurice et de quatre autres pays (Bahamas, Botswana, Ghana, Iraq) de sa liste noire en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme. Cette décision, annoncée en décembre 2021 par la Commission européenne, vient récompenser les efforts consentis par les autorités pour se conformer aux exigences internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBA/FT). Elle était également attendue par de nombreux acteurs économiques mauriciens et européens pour lesquels les procédures, contrôles et limitations pour les transferts d'argent ont été temporairement renforcés.

Tchad - Baisse des prix d'internet

Au Tchad, les opérateurs du pays (Airtel, Tigo et Moov Africa) ont revu leurs tarifs à la baisse depuis jeudi 3 février. Jusqu'à présent, le Tchad était le pays où l'accès à internet était le plus cher du continent selon une étude de 2016 de la Banque mondiale. Cette baisse était un engagement du président du Conseil Militaire de Transition lors du Forum national de la jeunesse qui s'est tenu le 29 décembre dernier.

UEMOA - 7 Mds EUR seront levés en 2022 sur le Marché des titres publics de l'UEMOA

D'après [un communiqué](#) de UMOA-Titres, les Etats de l'UEMOA prévoient de lever 4 672 Mds FCFA (7,1 Mds EUR) sur le Marché des titres publics (par adjudication) en 2022. A noter que ce montant indicatif n'intègre pas les prévisions du Mali qui est encore sous le coup des sanctions de la CEDEAO. Aussi, ce montant représenterait une baisse de 2,6% par rapport à 2021, où 4 796,5 Mds FCFA ont pu être levés sur ce marché (abstraction faite des montants levés par le Mali). Ces ressources prendront à 72,4% la forme d'obligations du Trésor et à 27,6% la forme de bons du Trésor. Dans l'ordre, la Côte d'Ivoire (1 185 Mds FCFA ; 1,8 Md EUR), le Burkina Faso (1 125 Mds FCFA ; 1,7 Md EUR) et le Sénégal (780 Mds FCFA ; 1,2 Md EUR) sont les pays qui solliciteront le plus le marché régional en 2022.

Projets et financements

Burkina Faso - Suspension des activités de la MCC

Dans [un communiqué](#) publié le 31 janvier 2022, la Millenium Challenge Corporation (MCC) a annoncé interrompre les activités liées à son programme au Burkina Faso en raison du coup d'état militaire du 23 janvier 2022. Ce programme, signé en août 2020 pour un montant de 450 M USD, visait à renforcer le secteur énergétique du pays. Pour rappel, le pays avait bénéficié d'un 1^{er} partenariat avec la MCC pour un montant de 480 M USD sur la période 2005-2014 qui visait notamment le développement de l'agriculture, du régime foncier, des infrastructures routières et l'éducation des filles.

Cameroun - Financements de la BEI et de la BAfD pour le développement des Infrastructures

Des accords de financement ont été signés fin décembre 2021 entre le Minepat, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), et la Banque Africaine de Développement (BAfD). D'un montant d'environ 109 Mds FCFA, ces accords sont destinés au financement de deux projets structurants pour le Cameroun. Tout d'abord, le projet de renouvellement de la ligne ferroviaire Bélabo-Ngaoundéré bénéficie d'un don de 11,2 Mds FCFA de l'Union européenne et d'un prêt de 69,5 Mds de la BEI. Ce projet vise à améliorer la qualité de l'offre de transport multimodal, en optimisant l'exploitation de cette voie ferrée pour la desserte du septentrion et des pays voisins (Tchad, RCA). Ensuite, le projet relatif à l'aménagement de la route nationale numéro 11 (la Ring Road) financé par la BAfD reçoit 28,0 Mds en complément de 117,8 Mds FCFA préalablement mobilisé par la BAfD sur le même projet. Ce nouveau financement de la BAfD vise à poursuivre et parachever les travaux de réhabilitation de 280 km de route correspondant aux sections Kumbo-Nkambè-Misajé.

Cameroun - 10 M EUR de financement de l'Union européenne en appui au secteur industriel

Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'économie et Philippe Van Damme, Ambassadeur de l'Union européenne au Cameroun ont procédé à la signature d'une convention de financement de 10 M EUR soit 6,5 Mds FCFA en appui au secteur industriel dans le Nord Cameroun. Ce projet devrait bénéficier principalement aux filières du coton et de l'énergie. Cette convention est la dernière convention de financement signée sous le Fonds européen de développement (Fed). Le Fed sera remplacé par un [nouveau mécanisme de financement dénommé « Global Europe »](#).

Ghana - L'Union européenne annonce un programme de soutien au Ghana sur les 7 prochaines années

L'Union européenne (UE) s'engage à hauteur de 203 M EUR afin de soutenir le gouvernement et ainsi renforcer ses liens avec le Ghana. Cette aide a pour objectif de soutenir la croissance économique et de soutenir la création d'emplois, en faveur notamment des jeunes et des femmes. Cet ensemble de projets sont regroupés sous trois domaines principaux que sont la croissance verte, le développement des villes intelligentes et durables et, enfin, la bonne gouvernance et la sécurité.

L'UE souhaite ainsi renforcer sa place déjà importante au Ghana en tant que première source d'importation du Ghana (17,3% des parts de marché en 2020) et deuxième destination des exportations ghanéennes après la Chine, avec 16,3% du total en 2020. L'entrée en vigueur le 1er juillet 2021 de l'Accord de partenariat économique intérimaire (iEPA) devrait également permettre un rebond des exportations ghanéennes vers le marché européen.

Niger - Octroi par l'UE d'une aide humanitaire de 43 M EUR

Lors de sa mission au Niger le 23 février 2022, le Commissaire européen chargé de la gestion des crises [a annoncé](#) l'octroi d'une aide humanitaire

d'un montant initial de 43 M EUR pour 2022. L'objectif de ce financement est de répondre en priorité aux besoins élémentaires en matière de nourriture, logement, santé, nutrition, accès à l'eau potable et éducation dans les régions touchées par les conflits, les épidémies et les pénuries alimentaires. Selon l'UE, plus de 3,7 M de personnes ont besoin d'une aide humanitaire au Niger. Le pays compte plus de 265 000 déplacés internes et héberge environ 260 000 réfugiés venus du Mali, du Nigéria et du Burkina Faso.

Nigéria - La Banque centrale du Nigéria débloque 140 Md NGN (297 M EUR) pour combler le déficit énergétique.

Afin d'améliorer l'accès à l'électricité, notamment dans les zones rurales, la Banque centrale met en place un fonds de 140 Md NGN (297 M EUR) : le Solar intervention Fund. Cette initiative vise à développer l'exploitation de l'énergie solaire au travers de crédits aux entreprises locales. Ces dernières pourront bénéficier de taux préférentiels (5 à 10%) afin de développer la production des composants, l'assemblage et la mise en service d'installations photovoltaïques. À terme, 5 millions de nouvelles connexions seront créées, permettant à 25 millions de personnes d'accéder à l'électricité.

Le gouvernement fédéral s'est fixé trois objectifs d'ici 2030 : assurer l'accès à l'électricité à l'ensemble de la population, faire passer la part des énergies renouvelables à 30% (contre 16% actuellement), et augmenter la capacité de production nationale de 5 500 MW à 30 000 MW (soit + 445%).

Pour rappel, au Nigéria, on estime que 43% de la population est privée d'électricité (soit 85 M d'habitants) et seulement 15% des besoins nationaux quotidiens sont couverts, l'énergie solaire ne représentant qu'1% du mix énergétique.

Sénégal - Renforcement de la relation bilatérale avec la Turquie

En visite à Dakar du 20 au 22 février 2022, le Président turc Recep Tayyip Erdogan [a fait part](#) de sa volonté d'accroître les échanges commerciaux, entre le Sénégal et son pays, de 540 M USD en 2021 à 1 Md USD dans les prochaines années. L'annonce a été faite en marge de l'inauguration du Stade Abdoulaye Wade, réalisé par la société turque Summa pour un montant de 327 M EUR. La construction de cette infrastructure s'inscrit dans la perspective des Jeux olympiques de la Jeunesse, qui se tiendront au Sénégal en 2026. A l'occasion de cette visite, cinq accords de coopération ont été signés par les deux pays dans les secteurs de l'économie, l'énergie, l'eau, le transport, le commerce, la culture, la défense et l'agriculture.

Togo - Extension du projet de filets sociaux

Le 4 février 2022, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) [a sélectionné](#) 900 villages bénéficiaires du financement additionnel du Projet de filets sociaux et services de bases (FSB). Au cours de l'année 2022, près de 125 000 ménages vont ainsi recevoir des transferts monétaires de 15 000 FCFA (22,9 EUR) par trimestre et 15 000 d'entre eux bénéficieront d'un accompagnement à la réalisation d'activités génératrices de revenus. Initialement prévu pour arriver à son terme en décembre 2021, ce programme a bénéficié d'un financement additionnel de 18 Mds FCFA (27,4 M EUR) permettant de l'étendre jusqu'en juin 2023. Il est financé à hauteur de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) par la Banque mondiale, de 6,5 Mds FCFA (10 M EUR) par l'Agence française de développement et 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR) par l'Etat togolais.

UEMOA - La BAfD, le Maroc et la France s'apprêtent à souscrire à l'augmentation de capital de la BOAD

Afin de répondre aux besoins de financement croissants des Etats de l'UEMOA, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé, en septembre 2020, une augmentation de capital de près de 1,5 Md USD. Cette opération permettra à l'institution de doubler son niveau de fonds propres afin d'accroître son niveau d'engagement de plus de 50% sur les 5 années suivantes. Dans ce cadre, la Banque africaine de développement (BAfD), le Maroc et la France [s'apprêtent à souscrire](#), dès 2022, à cette augmentation de capital.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Afrique du Sud - Le secteur pétrolier sud-africain en difficulté

Le 10 février dernier, la plus grande raffinerie d'Afrique du Sud (170k b/j) basée à Durban, Sapref Refinery, a fermé. De ce fait, le pays ne dispose plus que d'une seule raffinerie, appartenant à Sasol et TotalEnergies, située à Sasolburg dans le Free State (90k b/j). Si l'entreprise Sapref ne produisait déjà plus depuis plusieurs mois, la hausse rapide des coûts de production tels que l'énergie et la main-d'œuvre, la dégradation des infrastructures et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité ont contribué à dégrader la santé financière de l'entreprise. Au regard des résultats de la Sapref, une reprise par un investisseur privé est exclue. Toutefois, l'Etat pourrait racheter l'usine via son Central Energy Fund (CEF). En effet, l'Afrique du Sud souffre d'un taux de chômage supérieur à 35% et cette reprise pourrait éviter un licenciement massif dans le secteur.

Malgré les difficultés du secteur en Afrique du Sud, l'Etat travaille depuis plusieurs mois à la fusion entre PetroSA, qui exploite la raffinerie de gaz-liquide de Mossel Bay, iGas et le Strategic Fuel Fund (SFF). PetroSA, de loin la plus grande entité du groupe CEF, prévoit une perte de 490 millions de rands sur un revenu de 18,9 milliards de rands pour l'exercice 2021/2022, qui devrait être compensée par les bénéfices du SFF (546M ZAR) et d'iGas (494M ZAR).

Afrique du Sud - Appels d'offres « énergies renouvelables » au Cap

La municipalité du Cap lance un appel à manifestation d'intérêt à l'intention des producteurs indépendants d'électricité (IPP) en vue d'acquérir 300 MW d'énergie décarbonée. La ville veut gagner en autonomie vis-à-vis d'Eskom, l'électricien national. Le Cap compte ainsi signer des contrats d'achat d'électricité avec des IPP pour de la production et/ou du stockage d'énergie.

En proie à des nombreux délestages sur le réseau d'Eskom, la municipalité vise des projets compris entre 5 et 20 MW pour prendre le relais d'Eskom aux heures de pointe. Dans un second temps, un appel d'offres devrait être lancé pour les projets de production d'électricité de plus de 20 MW.

Afrique de l'Est et Océan indien - Entre dépendance aux importations et tentatives de diversification énergétique, l'Afrique de l'Est ambitionne de valoriser ses ressources en hydrocarbures pour son développement économique

Malgré des ressources relativement limitées comparé à la moyenne mondiale, la plupart des pays d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien ont l'ambition d'utiliser l'exploitation des hydrocarbures comme levier de développement. Hormis la production historique (en déclin) du Soudan et Soudan du Sud, les concrétisations récentes de ces ambitions se situent en Tanzanie (gaz) et surtout en Ouganda (pétrole) où TotalEnergies est un acteur majeur d'un projet d'exploitation d'ampleur récemment lancé. Malgré ces ambitions d'exploitation, les pays de la région

restent très dépendants des importations de produits finis, ce qui pèse notamment sur leur balance commerciale. Outre le segment amont de l'exploitation, les acteurs français sont bien positionnés sur les segments de la distribution de carburants avec des parts de marchés souvent importantes.

Retrouvez l'intégralité de la lettre mensuelle [ici](#).

Guinée - Création du Fonds d'investissement minier

Le 14 février 2022, le Président de la transition a [annoncé](#) la création du Fonds d'investissement minier (FIM). Placé sous la tutelle du Ministère en charge des Mines et celui en charge des Finances, il remplacera le Fonds de promotion et de développement minier (FPDM) et visera à mettre en place la politique du gouvernement en matière de financement de la recherche minière, de la formation ainsi que des actions pour la promotion du secteur minier. Il sera particulièrement chargé du financement de tous les projets de recherche géologique ou des contrats de prestation de service.

Namibie - Shell confirme une importante découverte de pétrole au large de la Namibie

La société Shell a fait une découverte majeure de pétrole et de gaz sur un puits offshore en Namibie. Les résultats du forage ont montré une couche d'au moins 60 mètres de profondeur d'hydrocarbures, contenant une quantité estimée à 250 à 300 millions de barils d'équivalent pétrole et gaz. Selon Cirrus Capital, cette découverte pourrait générer des revenus potentiels de 15 Mds USD au cours de sa durée de vie. À titre indicatif, le PIB total de la Namibie en 2021 était d'environ 11,5 Mds USD. La Namibie cherche à exploiter des gisements de pétrole et de gaz depuis des décennies, sans succès, alors que son voisin, l'Angola, est un grand producteur de pétrole et de gaz et un membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'exploitation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans un pays dépourvu d'infrastructures énergétiques et de réglementation représente un coût très élevé.

Cependant, ces dernières années, l'intérêt pour ses perspectives offshore a attiré de nombreuses entreprises étrangères. Total Énergies a notamment commencé à forer en décembre le puits d'exploration Venus-1 à une profondeur de 3 000 mètres.

Namibie - Lancement de la première usine de démonstration d'hydrogène vert

Le groupe Ohlthaver & List et son partenaire CMB.TECH ont annoncé mercredi 23 février, la création de la première usine de production d'hydrogène vert de Namibie, qui sera construite dans la région d'Erongo. La construction de l'usine de démonstration, qui servira spécifiquement de « hub » pour les applications de l'hydrogène, devrait commencer cette année, pour un démarrage opérationnel d'ici fin 2023. Le président exécutif d'O&L Group, Sven Thieme, a déclaré que la construction devrait coûter environ 18 M USD. Il a également indiqué qu'en fonction des résultats de l'usine de démonstration, une usine de production à plus grande échelle sera construite dans un deuxième temps, et que l'ammoniac sera probablement utilisé comme carburant pour les transports. Le directeur général de CMB.TECH, Alexander Saverysa, a ajouté que Cleanergy Namibia développera parallèlement une usine verte d'hydrogène et d'ammoniac beaucoup plus importante en Namibie.

Niger - Signature de la "Déclaration de Niamey" pour la relance du projet de gazoduc transsaharien

Le 16 février 2022, le Ministre du pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables du Niger ainsi que ses homologues en charge des hydrocarbures algérien et nigérian [ont signé](#) une déclaration tripartite pour la reprise du projet de gazoduc transsaharien reliant Warri au Nigeria à Hassi R'Mel en Algérie. Ce gazoduc, qui passerait par le Niger, devrait à terme, permettre de transporter annuellement 30 000 m³ de gaz naturel vers le marché européen. Le Niger devrait, à la fois, bénéficier de la

possibilité de monétiser ses importantes réserves de gaz et de l'activité économique générée par la construction du gazoduc.

Niger - 6 permis de recherche d'or, de lithium et de substances connexes accordés

Le 27 janvier 2022, le gouvernement [a adopté](#) 6 projets de décrets concernant l'octroi de permis de recherche pour l'or et le lithium. La société Djado Gold Niger SA a obtenu deux permis de recherche pour l'or et les substances connexes dans le département de Bilma à Agadez. La société Rio Narcea Recursos SA a obtenu trois permis de recherche pour le lithium et les substances connexes dans les départements de Téra et Gothèye à Tillabéri. Enfin, la société ANT.MG Company a obtenu un permis de recherche pour l'or et les métaux connexes dans le département de Bilma à Agadez. Les trois sociétés se sont respectivement engagées à investir 1,7 M USD, 6 M USD et 2 M USD.

Nigéria - Le Nigéria souhaite se concentrer sur la production de gaz naturel liquéfié (GNL)

Une semaine après la visite de Margrethe Vestager au Nigéria, lors de laquelle fut réitéré le principe selon lequel le gaz sera considéré, sous certaines conditions, comme une énergie de transition, le Président Buhari souhaite renforcer les capacités de production de GNL au Nigéria. Représenté à Doha lors du Forum des pays exportateurs de gaz par son Ministre des Ressources pétrolières, Timipre Sylva, celui-ci a souligné que la loi sur l'industrie pétrolière (PIA) votée en 2021, en fixant un cadre législatif et fiscal plus explicite, devait permettre le renforcement du secteur gazier.

Le gouvernement compte également sur la mise en service d'un 7ème train de liquéfaction afin d'augmenter sa production annuelle à 30 millions de tonnes, mais aussi sur la construction du gazoduc Ajaokuta-Kaduna-Kano. Ce projet reliant le sud-est du pays à l'État de Kano au nord devrait permettre de transporter entre 100 et 140 millions de mètres cubes par jour. Une rencontre entre le ministre algérien de l'énergie

et des mines et son homologue nigérian a de plus permis d'établir une feuille de route afin de prolonger à terme le gazoduc vers l'Algérie en passant par le Niger. Ce projet se trouverait toutefois en concurrence avec un autre gazoduc toujours à l'étude, qui ambitionne de relier le Nigéria au Maroc, en passant par 11 pays d'Afrique de l'ouest. Ces annonces sur le gaz interviennent dans un contexte de demande croissante pour le GNL, dont le commerce a augmenté de 6% en 2021 au niveau mondial selon un rapport publié par Shell.

Somalie - Le président et le premier ministre rejettent un accord pétrolier signé avec une entreprise américaine

Le président somalien Mohamed Abdullahi Farmaajo et le Premier ministre Mohamed Hussein Roble ont publiquement rejeté un accord d'exploration pétrolière de sept blocs offshore signé par le ministère du Pétrole et la société américaine Coastline Exploration. L'accord, signé vendredi 18 février, a été rejeté peu de temps après son annonce, affirmant qu'il violait le décret présidentiel interdisant les engagements et les accords avec des entités étrangères en période électorale. Cet accord devait permettre le lancement de l'exploration d'hydrocarbures au large de la Somalie. Des études sismiques récentes conduites par Soma Oil & Gas et Spectrum Geo suggèrent en effet la présence d'importantes réserves sur la côte somalienne, la quantité de réserves prouvées n'est toutefois pas connue à ce jour. Malgré cette décision, qui fragilise d'autant le gouvernement, la Somalie semble vouloir reprendre ses activités d'exploration et attirer de nouveau les investisseurs et entreprises étrangères, en témoignent le renouvellement et renforcement récent du cadre fiscal et réglementaire.

Industrie

Côte d'Ivoire - Inauguration d'une nouvelle usine de fabrication de ciment

Le 16 février 2022, le Chef du gouvernement ivoirien [a inauguré](#) la deuxième usine de la Société de ciment de Côte d'Ivoire (SCCI). D'une capacité annuelle de production estimée à 1,5 M de tonnes, cette usine, ayant nécessité un investissement de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR), devrait permettre : (i) à la SCCI de doubler sa production annuelle (désormais 3 M de tonnes) ; (ii) la création de près de 3 000 emplois directs et indirects. Pour rappel, la capacité de production annuelle du secteur du ciment en Côte d'Ivoire est passée de moins de 2,5 M de tonnes en 2011 à près de 16 M de tonnes en 2020.

Transport et infrastructures

Afrique du Sud - Transnet recherche des partenaires privés pour son réseau de fret ferroviaire et portuaire

Le processus de libéralisation du secteur ferroviaire débutera au mois d'avril, conformément au plan de reconstruction et de relance économique visant d'une part à ouvrir le fret ferroviaire à des opérateurs privés. Avec environ 36 000 km de voie ferrée, l'Afrique du Sud abrite le plus grand réseau ferroviaire du continent et l'un des plus importants au monde. Néanmoins un tiers seulement de cette capacité est utilisée, l'état du réseau ne permettant pas la pleine exploitation des infrastructures. D'importants investissements sont requis pour réparer les segments en mauvais état et prévenir les actes de vandalisme, ce que l'ouverture au secteur privé devrait permettre. Les premiers

lots de privatisation devraient concerner le corridor de fret ferroviaire entre Durban et City Deep dans le Gauteng.

D'autre part, concernant son activité de gestion des ports, Transnet va financer l'extension de ses installations dans les ports de Durban (Pier 2) et de Gqeberha (Ngqura) à travers un véhicule spécial permettant l'investissement privé. Le processus de désignation de l'opérateur de terminal a déjà commencé, Transnet ayant publié la semaine dernière une demande de qualification (RfQ – Request for Qualification) pour les candidats potentiels. Le processus final d'évaluation des offres devrait être achevé d'ici juin 2022.

L'expansion et la modernisation des ports de Transnet, grâce à la participation de partenaires privés et la création de sa filiale Transnet National Ports Authority, font partie de la liste des priorités du gouvernement pour réorganiser l'économie. Cela devrait permettre d'augmenter l'efficacité des infrastructures portuaires et de stimuler l'investissement et la création d'emplois.

Afrique du Sud - Le gouvernement sud-africain annonce un plan de 6,6 Mds USD pour réhabiliter trois ports

Le ministre sud-africain en charge des Transports, Fikile Mbalula, a annoncé un plan d'investissement à 100 Mds de rands (près de 6,6 Mds USD) à destination des ports de Richards Bay, Durban et Ngqura. Cette annonce, qui devrait prendre la forme d'un partenariat public-privé (PPP), fait suite au plan de modernisation proposé par le Président Ramaphosa en avril 2021. Les contre-performances affichées récemment par les ports sud-africains, notamment celui de Durban, port n°1 en Afrique en termes d'activité jusqu'en 2017 (et désormais 3^{ème} après Tanger et Port Saïd), ont certainement motivé le gouvernement sud-africain à relancer le projet. Les principaux travaux à réaliser concernent, entre autres, l'approfondissement du chenal dans le but de recevoir des navires dits de dernière génération, ainsi que la modernisation des quais pour renforcer leur capacité d'accueil. La construction et l'exploitation par un opérateur privé d'un nouveau terminal à conteneur constituent d'autres volets du projet.

Guinée - Lancement de la construction et réhabilitation d'infrastructures sanitaires

Le 16 février 2022, la Délégation de l'Union européenne (UE) en Guinée [a procédé](#) à la pose de la 1^{ère} pierre dans les deux sites de construction et de réhabilitation des infrastructures sanitaires de l'hôpital de Macenta et du futur centre de santé rural de Orémaï. S'inscrivant dans le cadre du Programme de renforcement du système de santé en Guinée (PASA2) financé par l'UE, la rénovation/construction de ces sites sont les premières étapes de travaux concernant près de 19 infrastructures sanitaires, dont 15 dans la région de N'Zérékoré. Pour rappel, le programme PASA2, initié en novembre 2019 pour une durée de 40 mois, vise à renforcer la gouvernance du secteur de la santé afin d'améliorer l'accès à des soins de santé de base de qualité.

Mauritanie - Ouverture d'une ligne maritime entre l'Algérie et le port de Nouakchott

L'ouverture de la première ligne maritime entre la Mauritanie et l'Algérie [a été annoncée](#) cette semaine pour une mise en service à la fin du mois de février. Cette ligne maritime permettrait de réduire le délai d'exportation entre les deux pays à 5 jours ainsi que les coûts. En effet, la plupart des marchandises échangées entre les deux pays transitent par des ports européens, ce qui ajoute des coûts au transport qui se répercutent sur le prix des produits à l'arrivée. La création de cette nouvelle ligne permettra à la Mauritanie de diversifier ses approvisionnements – notamment par rapport au Maroc. Pour rappel, la Mauritanie importe essentiellement d'Algérie des matériaux de construction, des produits agroalimentaires et y exporte des produits halieutiques. L'ouverture de cette ligne maritime se fait en parallèle de la réouverture de la ligne aérienne entre les deux pays.

Tanzanie - La Chine fournira les wagons SGR de la Tanzanie

Le directeur général de l'opérateur des chemins de fer tanzaniens, Tanzania Railways Corporation (TRC), Masanja Kadogosa a déclaré que le gouvernement avait attribué le mardi 8 février un contrat de 127,2 MUSD à la Chinese Corporation Limited (CRRC) pour la fourniture de 1 430 wagons de fret modernes. La construction des wagons prendra 12 mois. Ils seront utilisés pour transporter des véhicules, du bétail, du carburant et d'autres marchandises. La Tanzanie affiche ces dernières années son ambition de devenir une plaque tournante du commerce régional en Afrique de l'Est. Le pays consent d'énormes investissements pour étendre son réseau ferroviaire, avec des embranchements prévus pour déboucher sur les Etats voisins, dont le Burundi, la RD Congo, la Zambie, le Rwanda et l'Ouganda. Le plan d'extension vise à porter le linéaire total de chemin de fer à 2 561 km. Le port de Dar es Salam est, vu sa situation géographique, une infrastructure stratégique pour l'approvisionnement des pays environnants. Pour mieux profiter de cet atout, la Tanzanie entend développer sa couverture ferroviaire.

Agriculture et agroalimentaire

Côte d'Ivoire - Lancement en avril de la phase pilote du système de traçabilité café-cacao

Lors d'une rencontre entre le Chef du gouvernement et les acteurs de la filière café-cacao, la Présidente du groupement professionnel des exportateurs de café-cacao de Côte d'Ivoire (Gepex) [a déclaré](#) que la phase pilote du système de traçabilité café-cacao serait lancée en avril 2022. Par ailleurs, le recensement des différents producteurs est en cours. A noter que les marchés, dont celui de l'Union européenne qui absorbe près de 60% des exportations ivoiriennes de produits du

cacao, renforcent leurs exigences en matière de durabilité des produits.

Ghana – Le Ghana ne touche que 1,3% de la valeur de l'industrie mondiale du chocolat

Le Ghana, deuxième producteur mondial de cacao, représente près de 30% de l'approvisionnement total des fèves de cacao – après la Côte d'Ivoire, qui représente 40% du marché mondial. Néanmoins, les données du Financial Times soulignent que moins de 2 Md USD sur un total de 130 Md USD provenant de l'industrie mondiale du chocolat vont au Ghana, ce qui ne représente que 1,3% de la valeur de l'industrie mondiale du chocolat. Alors que la valeur du marché du chocolat au détail devrait atteindre 190 Md USD d'ici 2026, l'Autorité ghanéenne de promotion des investissements (GIPC) s'inquiète de la faiblesse des revenus du pays dans cette industrie. Celle-ci est notamment due à une industrie de transformation locale du cacao quasi-inexistante et un marché intérieur encore peu attractif. Si le Ghana tente d'instituer des pratiques de consommation de chocolat – célébration de la journée nationale du chocolat le jour de la Saint-Valentin depuis 2005 – la demande intérieure reste faible et les investissements dans la chaîne de valeur cacao insuffisants.

Services

Afrique de l'Ouest - L'Afrique de l'Ouest aurait absorbé 45% des fonds levés en 2021 en Afrique dans le domaine de la technologie

Le 3 février 2022, le fonds d'investissement américain Partech [a publié](#) son rapport 2021 sur les levées de fonds par l'écosystème de la Tech africaine – à noter que ne sont comptabilisées que les levées supérieures à 200 000 USD. Ainsi, sur le continent en 2021, les entreprises

technologiques ont levé près de 5,2 Mds USD, soit une progression annuelle de 264%. L'Afrique de l'Ouest est la région la plus dynamique sur le marché de la Tech en 2021, avec près de 2,3 Mds USD de financements, soit près de 45% du montant global. En effet, le Nigeria occupe la 1^{ère} place (sur 29) sur le continent, avec 1,8 Md USD mobilisé en 2021. En Afrique de l'Ouest, suivent le Sénégal (353 M USD ; 5^{ème} place continentale) et le Ghana (167 M USD ; 6^{ème}). Enfin, plus modestement apparaissent également la Côte d'Ivoire (17 M USD ; 14^{ème}), le Togo (6 M USD ; 16^{ème}), la Sierra Leone (2 M USD ; 21^{ème}), le Bénin (2 M USD ; 22^{ème}), le Mali (1 M USD ; 24^{ème}) et le Burkina Faso (0,2 M EUR ; 27^{ème}).

Bénin - Acquisition d'un laboratoire mobile P3

Dans [un communiqué](#) publié le 28 janvier 2022, le gouvernement a annoncé l'acquisition de son premier laboratoire mobile P3. Ce laboratoire va améliorer la qualité du diagnostic de maladie infectieuses comme, entre autres, la Covid-19, Ebola, la fièvre jaune ou la tuberculose pour lesquelles le diagnostic requiert des conditions spécifiques. L'acquisition de cet équipement s'inscrit dans le cadre du premier accord signé entre le Gouvernement et le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), relatif au projet d'acquisition d'un laboratoire P3 Mobile et de deux ambulances équipées pour un montant de 2,2 M USD. La Banque islamique de développement a aussi contribué au financement et deux autres laboratoires mobiles P3 sont attendus dans le courant du mois de février 2022.

Kenya - La Banque Centrale du Kenya interroge le grand public sur la possible introduction de sa propre monnaie numérique

Initialement contre la mise en place des actifs cryptographiques, la Banque Centrale du Kenya (CBK) a dans un papier de réflexion publié en février envisagé l'introduction de sa propre monnaie numérique, la Central Bank Digital Currency (CBDC), et laisse aux parties prenantes

et au grand public jusqu'au 20 mai pour donner leur avis sur le sujet. En effet, bien que l'entreprise Safaricom ait introduit le paiement mobile via M-Pesa en 2007, la CBK avait émis des réserves quant à l'introduction d'une monnaie numérique. La contrainte rencontrée par les banques commerciales par le mouvement des dépôts en monnaie digitale, l'exclusion financière des personnes n'ayant pas accès aux connaissances ou infrastructures technologiques nécessaires ou encore l'augmentation potentielle du risque de blanchiment d'argent apparaissent parmi les risques mentionnés. Cependant, la CBK concède qu'une monnaie numérique permettrait par exemple de réduire les coûts de paiements transfrontaliers. La banque conclut que pour être effective, la monnaie numérique devrait être adoptée par tous les pays de la région, une initiative déjà en cours en Tanzanie par exemple où le gouvernement a annoncé l'année dernière qu'il travaillait sur une directive pour l'introduire.

Kenya - Les plus grands prêteurs kenyans classés parmi les 500 premières banques en termes de brand value

Les banques kényanes Equity Group et KCB - les plus grands prêteurs du Kenya en termes d'actifs - ont été classées parmi les 500 premiers prêteurs au monde en termes de valeur de marque, grâce aux sentiments positifs de leurs clients qui les ont évaluées sur des facteurs tels que la qualité, la réputation et la satisfaction de la clientèle. Ils ont été classés respectivement aux positions 338 et 366 par le cabinet de conseil mondial en évaluation de marques Brand Finance, qui a attribué à leurs marques une valeur de 388 MUSD et 338 MUSD respectivement. Le cabinet de conseil décrit la valeur de la marque comme le bénéfice économique net que les propriétaires obtiendraient en concédant une licence pour leur marque sur le marché libre. Parmi les 20 banques africaines de cinq pays figurant sur la liste, Equity et KCB ont été classées respectivement 9^{ème} et 11^{ème}.

Nigéria - En levant 250 M USD, la FinTech Flutterwave devient la startup la plus valorisée d'Afrique

Grâce à une levée de série D de 250 M USD, Flutterwave est parvenue à sensiblement augmenter sa valorisation à 3 Md USD. Elle devient ainsi la startup la plus valorisée d'Afrique, dépassant OPay, autre startup nigériane également fondée à Lagos, évaluée à 2 Md USD. Il s'agit de la quatrième levée de fonds de Flutterwave – après celle de 170 M USD en mars 2021 – menée par les fonds américains B Capital Group, Alta Park Capital et Whale Rock Capital notamment.

Dirigée depuis San Francisco par Olugbenga Agboola, cette startup offre des services de paiements transfrontaliers, un accès à 150 devises différentes, ainsi qu'une plateforme de e-commerce lancée en 2020. Elle a permis plus de 200 millions de transactions (16 Md USD) depuis sa création en 2016. Sur les seuls 12 derniers mois, elle a fait passer le nombre de ses clients de 290 000 à 900 000 (principalement des PME et ETI).

Ces fonds supplémentaires devraient lui permettre de maintenir une forte croissance, notamment externe grâce à l'acquisition de plus petites startups complétant son offre de services. Pour rappel, en 2021, les Fintech ont représenté 53 % des levées de fonds pour les startups en Afrique, soit 2,3 Md USD (2,7 fois plus qu'en 2020).

Agenda

10 mars 2022	<u>Forum Afrique du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) – conférence digitale</u>
17 mars 2022	<u>Forum Europe Afrique à Marseille</u>
17 au 21 mai 2022	<u>Sommet Africités à Kisumu</u>
19 et 30 mai 2022	<u>Business Forum Afrique de l’Ouest – Union Européenne</u>
7 au 9 juin 2022	African Smart Cities Summit à Johannesburg
13 et 14 juin 2022	<u>Africa CEO Forum à Abidjan</u>
7 septembre 2022	<u>BlueInvest Africa 2022 aux Seychelles</u>
27 et 28 octobre 2022	Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Abidjan, à l’occasion de la 10 ^{ème} édition de la CGECI Academy

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : Stephan DUBOST

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée
Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIAK

RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Anne-Brigitte MASSON

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,
Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Olivier MARTIEL

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Pauline Fournel (pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>